



SEMINAIRE-BILAN 2016 ET PERSPECTIVES 2017

RAPPORT GENERAL

YAMOOUSSOUKRO

LES 16 ET 17 FEVRIER 2017

Les jeudi 16 et vendredi 17 février 2017, s'est tenu à l'hôtel Président de Yamoussoukro, le séminaire bilan 2016 et Perspectives 2017 de la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique.

Ce séminaire a permis de faire le point des activités menées au cours de la gestion 2016 et d'identifier des actions pour l'année 2017, sur la base des orientations définies par la Direction Générale.

La rencontre a enregistré la participation :

- de Monsieur YAPO Apkess Bernard, Directeur de Cabinet Adjoint, représentant Monsieur le Ministre de l'Economie et des Finances ;
- des membres du Comité de Direction élargi du Trésor Public ;
- des représentants des structures syndicales et associatives du Trésor Public.

Le présent rapport fait la synthèse des travaux réalisés au cours du séminaire. Il comprend deux parties, à savoir :

- la cérémonie d'ouverture ;
- le déroulement des travaux.

I- LA CEREMONIE D'OUVERTURE

La cérémonie d'ouverture, présidée par le représentant de Monsieur le Ministre de l'Economie et des Finances, a enregistré trois interventions.

La première a été prononcée par Monsieur FOFANA Lassina, Directeur Général Adjoint du Trésor et de la Comptabilité Publique, Président du Comité d'Organisation du Séminaire. Il a salué la présence du Directeur de Cabinet Adjoint du Ministre de l'Economie et des Finances à la cérémonie d'ouverture du séminaire. Il a, par la suite, traduit sa reconnaissance à Monsieur le Directeur Général pour la confiance en lui placée pour l'organisation des assises.

La seconde allocution a été faite par Monsieur ASSAHORE Konan Jacques, Directeur Général du Trésor et de la Comptabilité Publique. Il a demandé au représentant de Monsieur le Ministre de lui transmettre ses remerciements pour avoir accepté la présidence du séminaire et ses félicitations pour sa reconduction en qualité de Ministre de l'Economie et des Finances.

Enfin, il a tenu à l'assurer du soutien de l'ensemble des agents du Trésor Public à la réussite des missions qui lui sont confiées.

Le Directeur Général, après avoir rappelé le contexte de la tenue du présent séminaire, a relevé les principales innovations. Il s'agit du Rapport Général sur le Fonctionnement du Trésor Public et de l'état d'exécution au 31 décembre 2016 du Plan Stratégique de Développement (PSD) 2016-2020.

Il a, par ailleurs, exhorté le personnel à s'approprier le slogan de l'année en cours intitulé : « 2017, année de l'information fiable et disponible à temps ».

En outre, il a exprimé ses remerciements et traduit sa satisfaction aux membres du Comité de Direction élargi pour s'être approprié sa politique managériale et pour leur engagement dans la mise en œuvre des projets issus du PSD 2016-2020.

La dernière allocution a été celle du représentant du Ministre de l'Economie et des Finances, qui, dans son adresse, a remercié le Directeur Général et l'ensemble du personnel du Trésor Public pour les vœux de succès et de réussite formulés à l'endroit du Ministre.

Il a, par ailleurs, rappelé le rôle majeur du Trésor Public dans la mise en œuvre des grandes réformes entreprises en matière de politique économique, de gestion des finances publiques et de mobilisation des ressources de l'Etat.

Enfin, il a exhorté le Trésor Public à s'inscrire dans la réalisation des cinq axes stratégiques définis dans le Plan d'Actions Opérationnel du Ministère, au titre de l'année 2017.

La cérémonie d'ouverture a pris fin par une photo de famille.

II- LE DEROULEMENT DES TRAVAUX

Les travaux se sont déroulés en quatre (4) étapes, à savoir :

- la communication du Rapport Général sur le Fonctionnement du Trésor Public ;
 - la communication sur l'état d'exécution du PSD au 31 décembre 2016 ;
 - les reporting des services ;
 - la présentation de l'état d'exécution du Plan d'Actions 2016.
- **II-1- La présentation du Rapport Général sur le Fonctionnement du Trésor Public**

Le rapport général présenté par Monsieur SANOGO Bafétégué, Inspecteur Général du Trésor, s'articule autour de trois points, à savoir :

- les résultats enregistrés au cours de la gestion 2016 ;
- les dysfonctionnements constatés ;
- les recommandations formulées et les perspectives induites.

Au titre des résultats, il convient de relever une meilleure tenue de la comptabilité, une mobilisation satisfaisante des ressources publiques, le paiement à bonne date des dépenses

publiques, une amélioration de la surveillance et de la régulation des secteurs financier et bancaire, le renouvellement du certificat ISO 9001 version 2008 de deux postes comptables et l'obtention par le Trésor Public du Prix d'Excellence 2016 de l'Administration la plus moderne.

Nonobstant ces résultats, quelques insuffisances ont été relevées notamment, la persistance de soldes anormaux ou injustifiés dans la Balance Générale des comptes du Trésor, le faible taux de production des comptes de gestion et comptes financiers, l'existence de chèques rejetés difficiles à régulariser, le non alignement des plans de trésorerie sur les plans d'engagement, l'absence de mesures de liquidation des Systèmes Financiers Décentralisés ayant fait l'objet de retrait d'agrément, le non rapatriement des recettes d'exportations.

Suite à ces dysfonctionnements, des recommandations ont été formulées, entre autres :

- créer une interface entre ASTER-GUOAR et ASTER-SYDAM WORLD ;
- appliquer la réglementation relative à la non production des comptes de gestion par les comptables publics ;
- appliquer les réglementations en matière d'incident de paiements et de rapatriements des recettes d'exportations ;
- poursuivre l'assainissement du secteur de la micro finance ;
- opérationnaliser le Compte Unique du Trésor ;
- mettre en œuvre le chronogramme de déploiement du dispositif de système de management intégré Qualité, Engagements de service, Contrôle interne et maîtrise des risques.

II-2- La communication sur l'état d'avancement du Plan Stratégique de Développement 2016-2020 du Trésor Public

Elle a été présentée par le Conseiller Technique BROU Bi Sawat, Coordonnateur de la Cellule des Conseillers Techniques. Cette communication a été bâtie autour de deux points à savoir :

- la présentation du PSD ;
- l'état d'avancement des projets.

Il convient de retenir que le PSD 2016-2020 comporte 177 actions et 714 tâches.

Pour une mise en œuvre efficiente de ce Plan, 17 projets ont été identifiés. Ils comprennent 159 actions déclinées en 651 tâches.

Le PSD a été édité en 4 tomes :

- Tome I : Vision, Axes et Objectifs stratégiques ;
- Tome II : Matrice d'actions ;
- Tome III : Termes de référence des projets ;
- Tome IV : Outils de pilotage des projets.

Concernant l'état d'avancement des projets, Monsieur BROU BI Sawat a indiqué qu'à la date du 31 décembre 2016, 73 tâches sur 88 ont été exécutées, soit un taux de 83%.

Il convient également de retenir quelques réformes significatives relatives à la création :

- du Comité de Proposition de Nomination ;
- de la Plateforme d'échanges entre la Direction Générale et les structures syndicales et associatives ;
- de la Caisse de Retraite complémentaire des Agents du Trésor ;
- d'une Cellule d'Intelligence Economique et Financière ;
- etc.

Pour conclure son exposé, le Conseiller Technique a indiqué que le principal défi à relever par le Trésor Public, au cours des quatre (4) prochaines années, est la mise en œuvre du PSD dans les délais prévus.

II-3- Les reporting des services

Trente-trois (33) reporting ont été présentés par les responsables des structures et services concernés. Ces communications, suivies d'échanges, ont consisté à faire l'état des réalisations au titre de l'exercice écoulé et à présenter les perspectives pour l'année 2017.

II-3-1-Bilan de l'année 2016

➤ Au titre de la mobilisation des ressources

Le Trésor Public a mobilisé au total 84,61 milliards en 2016 dont 9,51 milliards de recettes fiscales et 75,1 milliards de recettes non fiscales.

Par ailleurs, sur le marché financier, un montant de 1347,3 milliards a été mobilisé sur un objectif révisé de 1387,9 milliards, soit un taux de réalisation de 97,3%.

➤ Au titre de l'exécution des dépenses publiques

Le Trésor Public a engagé des efforts qui ont permis de régler la dette fournisseur dans le délai de 90 jours. De plus, les salaires et accessoires de salaires ont fait l'objet d'un règlement total.

➤ Au titre de la gestion de la dette publique

Le Trésor Public a pris d'importantes mesures relatives à l'apurement de la dette intérieure dans les délais ainsi que le strict respect des engagements envers les partenaires extérieurs.

En outre, un accent a été mis sur le contrôle et l'encadrement de l'ensemble des services en rapport avec la gestion de la dette publique.

Enfin, une nouvelle Analyse de la Viabilité de la Dette a été réalisée et la Stratégie de gestion de la Dette à Moyen Terme a été actualisée pour la période 2017-2021.

➤ **Au titre de la surveillance du système financier**

Relativement au secteur de la microfinance, il faut noter l'analyse de 22 dossiers d'agrément sur les 29 demandes reçues des requérants. Par ailleurs, 12 missions de contrôle sur place ont été menées dans les Systèmes Financiers Décentralisés.

S'agissant de la surveillance bancaire, la conduite de 2 missions d'enquête de conjoncture a démontré la vitalité des 27 banques et des 2 établissements financiers installés en Côte d'Ivoire. En outre, les balances de paiement 2014 et 2015 ont été produites et diffusées au cours de l'exercice 2016.

Pour ce qui concerne la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, les efforts sont réalisés en vue du renforcement du dispositif légal et institutionnel.

Par ailleurs, le dynamisme du secteur des assurances est à relever avec 32 sociétés d'assurances et 190 courtiers en assurance. Ces structures ont fait l'objet de 769 contrôles sur pièces et sur place.

➤ **Au titre de la tenue de la comptabilité et de l'encadrement des Postes comptables**

Les actions menées concernent essentiellement la réglementation de la comptabilité de l'Etat et les activités inhérentes aux innovations comptables induites par les réformes des Finances Publiques.

A cet effet, huit (8) instructions comptables et deux notes techniques ont été élaborées et diffusées auprès des comptables publics. Il convient de relever :

- la mise en exploitation de la nouvelle version de la V4.310 d'ASTER ;
- l'automatisation des comptes de gestion des comptables principaux sur crédits délégués ;
- la tenue de plusieurs séminaires de formation dans le cadre de la mise en œuvre des nouvelles Directives de l'UEMOA ;
- la production du Tableau des Opérations Financières de l'Etat (TOFE) sur la base de la Balance Générale des Comptes de l'Etat.

En ce qui concerne l'encadrement des Postes comptables, des Agents Comptables des EPN ont bénéficié d'une assistance pour la confection des comptes financiers sur pièces. En outre, des comptables publics des Collectivités Territoriales ont été assistés pour améliorer la tenue de leur comptabilité.

Par ailleurs, il a été enregistré, une mobilisation relativement satisfaisante des ressources propres des EPN et des Collectivités Territoriales ainsi qu'un suivi dans la mise à disposition des quotes-parts d'impôts aux entités bénéficiaires.

Il a été aussi relevé le dépôt de quatre-vingt-neuf (89) comptes financiers pour les EPN et de cent soixante-seize (176) comptes de gestion des comptables des Collectivités Territoriales au titre de l'exercice 2016.

➤ **Au titre du contrôle des services**

Le rapport d'activités de l'Inspection Générale du Trésor révèle que :

- 345 missions d'inspection ont été réalisées sur 300, soit un taux de 115% ;
- 03 missions d'audit ont été menées contre 02 prévues.

En ce qui concerne la production et la transmission des procès-verbaux :

- 12% n'ont pas été produits in situ ;
- 41% ont été transmis hors délais.

Les missions de suivi-évaluation menées ont fait ressortir que 59% des recommandations ont été mises en œuvre par les structures vérifiées et auditées.

Au 31 décembre 2016, l'état de mise en œuvre des actions de l'Observatoire de l'Ethique et de la déontologie indique que :

- sur 45 saisines, 32 ont été traitées avec célérité, soit un taux d'exécution de 71,11% ;
- 606 agents ont été sensibilisés au respect des valeurs du Code d'Ethique et de Déontologie du Trésor Public ;
- le Prix d'excellence du Trésor Public a été organisé dans les délais requis.

➤ **Au titre de la gestion de la trésorerie**

Pour une gestion optimale de la trésorerie, le Gouvernement a décidé de la mise en œuvre du Compte Unique du Trésor. A cet effet, une équipe projet, créé par arrêté ministériel en date du 12 mai 2016, est à l'œuvre afin de rendre cet outil opérationnel à fin 2017.

➤ **Au titre de la gestion des dépôts**

D'importants efforts d'innovation ont été déployés à la Banque du Trésor. Ils portent notamment sur l'amélioration du dispositif d'accueil et sur la célérité du traitement des opérations aux guichets.

Dans cette dynamique, il convient de noter la création de huit (8) agences de proximité, un accroissement des dépôts de 50,17% et une augmentation de 7,9% de la clientèle.

➤ **Au titre de l'assistance juridique**

L'Agence Judiciaire du Trésor (AJT) a représenté l'Etat en justice dans le cadre de contentieux administratifs et judiciaires. Ce qui a permis de réduire significativement les condamnations financières de l'Etat. L'AJT a également été sollicitée pour son expertise dans le traitement de 410 dossiers.

➤ **Au titre de la formation**

S'agissant de la formation initiale, le plan de formation de l'année 2016 des élèves de l'ENA a été exécuté à un taux de 88,23%. En ce qui concerne la formation continue, le taux d'exécution est de 85,71%.

➤ **Au titre des moyens généraux**

Le budget alloué au Trésor Public s'élevait à 13,2 milliards contre 9,3 milliards en 2015, soit une hausse de 41,73 %. Il convient d'ajouter que 68 % des besoins en matériel exprimés par les services ont été satisfaits.

➤ **Au titre des ressources humaines**

En 2016, l'effectif global du Trésor Public se chiffrait à 3815 agents soit 40 % de femmes et 60 % d'hommes. Des actions ont été menées pour maîtriser les mouvements du personnel. Les besoins des services en personnel ont été satisfaits à hauteur de 19,6%.

➤ **Au titre de la gestion des archives et de la documentation**

Des efforts importants ont été observés en termes d'assistance aux services, d'amélioration des méthodes de traitement et de conditionnement des documents.

➤ **Au titre de la prise en charge médicale**

Le Centre Médical Paul Antoine Bohoun Bouabré a entrepris des actions notables en vue d'améliorer son plateau technique. La structure a également poursuivi les campagnes de prévention et de dépistage de nombreuses pathologies.

Dans la même optique, à travers l'évaluation des structures conventionnées et le respect de ses engagements envers ses partenaires, l'AMAT-CI a renforcé la qualité et la fluidité de ses prestations, notamment la prise en charge des frais funéraires et le versement du capital décès.

II-3-2 Les perspectives 2017

La Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique a décidé de placer l'année en cours sous le thème suivant : « 2017, année de l'information fiable et disponible à temps ».

A l'issue du bilan de la gestion 2016, plusieurs perspectives ont été formulées.

➤ **Au titre de la mobilisation des ressources**

- poursuivre l'identification des recettes de service dans toutes les administrations publiques et actualiser le projet de Livres de Procédures de Recettes non Fiscales ;
- optimiser le recouvrement des amendes judiciaires ;

- améliorer les performances du Trésor Public en matière de mobilisation sur le marché des capitaux ;
- rendre opérationnelle la salle des marchés.

➤ **Au titre de l'exécution des dépenses**

- renforcer la qualité, la disponibilité et l'exhaustivité des informations relatives au paiement des dépenses ;
- automatiser les effets de paiement.

➤ **Au titre de la tenue de la comptabilité**

- déployer les applicatifs SIGCOT et ALJASTER à fin juin 2017 dans l'ensemble des postes concernés ;
- automatiser la production des comptes de gestion ;
- mettre en place la comptabilité d'exercice basée sur la constatation des droits et obligations ;
- améliorer la collecte des données et automatiser la production des statistiques ;
- définir les délais de production des documents de synthèse, notamment le CGAF.

➤ **Au titre de la surveillance du système financier**

- veiller à l'application de la réglementation sur le capital et le fonds d'établissement minimum des sociétés d'assurance ;
- veiller au respect de la réglementation des relations financières extérieures.

➤ **Au titre de la gouvernance**

- poursuivre le déploiement du dispositif de contrôle interne et de maîtrise des risques dans l'ensemble des services ;
- poursuivre la sensibilisation du personnel au respect des valeurs prônées par le Code d'Ethique et de Déontologie.

➤ **Au titre de la gestion des ressources humaines et des moyens généraux**

- actualiser le fichier de gestion des ressources humaines ;
- automatiser la gestion du patrimoine.

➤ **Au titre de la formation et de la gestion des archives**

- automatiser la gestion du processus formation ;
- assurer une meilleure sécurisation et conservation des documents.

➤ **Au titre de la gestion des dépôts**

- poursuivre le déploiement des agences de l'ACCD ;
- poursuivre l'amélioration des offres de service.

II-4 La présentation de l'état d'exécution du Plan d'Actions 2016

Cette présentation a été faite par Monsieur Vassogbo BAMBA, Directeur des Etudes, des Méthodes et de l'Organisation.

L'objectif général du plan d'actions 2016 était de « consolider les performances en vue d'accompagner efficacement la transformation de l'économie ». Il importe de noter que ledit plan comportait quinze (15) objectifs spécifiques issus de douze (12) orientations et de trois (3) mesures à caractère transversal.

Il ressort de son exposé que le Plan d'Actions 2016 a été exécuté à 99,98% contre 93,53% en 2015.

Ce rapport intégrera le point du déroulement de la présente cérémonie de clôture.

Fait à Yamoussoukro, le vendredi 17 février 2017.

Pour le Comité Scientifique

RECOMMANDATIONS SPECIALES

Au terme du séminaire bilan 2016 et perspectives 2017 du Trésor Public, les recommandations spéciales ci-après ont été formulées :

1. Respecter les délais de mise en œuvre des actions issues du PSD ;
2. Produire l'ensemble des comptes de gestion 2016 et antérieurs à fin juin 2017 ;
3. Renouveler régulièrement les caisses d'avance des services pour améliorer leur fonctionnement ;
4. Mettre à contribution les Conseillers Techniques et les cadres les plus expérimentés pour assurer les enseignements à l'ENA ;
5. Recueillir tous les besoins des services en termes d'automatisation des opérations afin d'éviter le développement d'applications parallèles ;
6. Finaliser le cadre organique des emplois à fin juin 2017 ;
7. Rendre opérationnelle la Caisse de Retraite complémentaire des Agents du Trésor au 1^{er} avril 2017 ;
8. Mener une étude sur l'installation de l'énergie solaire dans les postes comptables de l'intérieur du pays en vue de résoudre les problèmes d'interruption récurrente d'électricité ;
9. Elaborer le plan d'actions 2017 à fin février 2017 à partir :
 - du Plan d'actions opérationnel du Ministère de l'Economie et des Finances
 - de la note d'orientation du Directeur Général du Trésor et de la Comptabilité Publique dont le thème central est : « 2017, année de l'information fiable et disponible à temps ;
 - des recommandations issues du Rapport général sur le fonctionnement du Trésor Public ;
 - des actions du Plan Stratégique de Développement sans ancrage dans les projets.

Fait à Yamoussoukro, le 17 février 2017.

Le Séminaire